

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM

Lieu de l'ERM: MABINGU-SOLIFEM



Foreign, Commonwealth & Development Office



ACTED ACT FOR CHANGE
INVEST IN POTENTIAL

Contexte

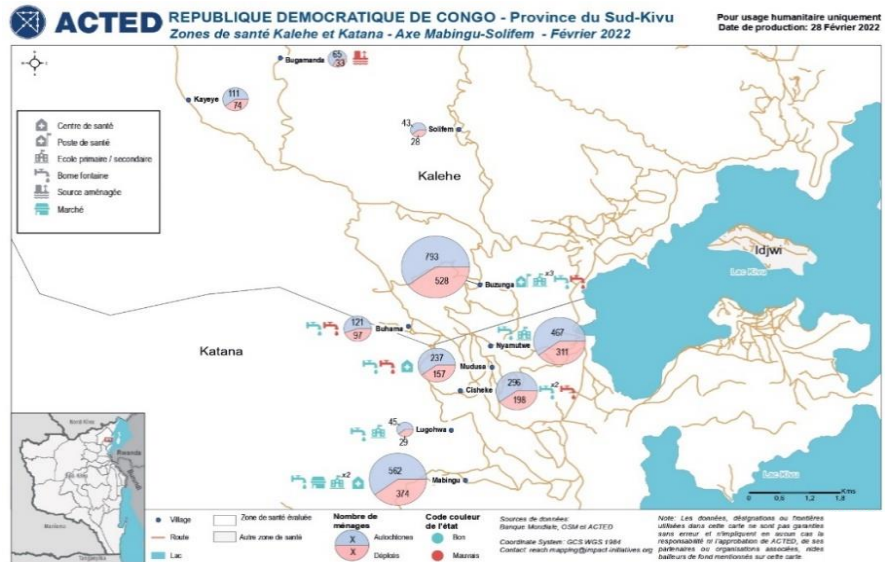
Description de la crise

L'axe Mabingu - Solifem est situé dans les groupements d'Irhambi Katana et Mbinga Sud, chefferies de Buhavu et Kabare, zone de santé de Kalehe et Katana dans les territoires de Kabare et Kalehe, province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC).

Depuis novembre et décembre 2021, des opérations militaires conjointes des Ecogardes du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) et des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont été menées dans au moins trois villages de Muyange, Chibwisa et Maruti situés dans la forêt de Biega en territoire de Kalehe. Ces affrontements ont occasionné de nombreuses violations des droits de l'homme, y compris des incendies de maisons dans le village de Muyange, le meurtre de deux civils et plusieurs cas de violences sexuelles.

Selon l'alerte Ehtools 4195, confirmée par le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) de la MONUSCO et des sources locales, ces opérations ont occasionné le déplacement d'environ 610 ménages vers les villages de Mabingu, Lugohwa, Chisheke, Nyamutwe, Buhama, Buzunga, Mudusa, Kayeye, Bogamanda et Solifem, dans les groupements de Mbinga-Sud et de Katana dans les territoires de Kalehe et Kabare, selon des informateurs clés sur place. Les déplacés sont majoritairement des pygmées et vivent dans de petits camps érigés sporadiquement à Lemera et en famille d'accueil. Ces personnes déplacées vivent dans des conditions difficiles car elles n'ont pas accès aux champs et n'ont jamais bénéficié d'une assistance humanitaire.

C'est dans ce contexte qu'ACTED avec le soutien du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) a décidé d'organiser une évaluation rapide multisectorielle (ERM) dans le cadre du



Source des résultats: ¹ EM IC RDS/GDC

Code de l'alerte 4195 4195

Autres codes d'alerte

Type de crise

Type de crise	EM	IC
Conflit	100%	10
Epidémie	0%	0
Catastrophes naturelles	0%	0
Autre	0%	0

Date de début de crise 28/12/2021 28/12/2021

Date de fin de crise En cours En cours

Les dates indiquées ci-dessus correspondent aux dates les plus récentes citées par les sources enquêtées

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée 4569 4569

Taille moyenne ménages 7,4 -

Accès physique

Accès sécuritaire Voiture

Presence de la MONUSCO Pas de problème sécuritaire

Non

projet « **Strategic Assistance for Emergency Response in Democratic Republic of the Congo (SAFER)** » sur la période allant du 9 au 18 février 2022 sur l'axe Mabingu-Solifem. Le but de cette enquête était de procéder à l'identification des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels, en abris, en eau, hygiène et assainissement, en éducation, en santé et vis-à-vis des moyens de subsistance des populations déplacées et autochtones affectées par les différentes crises. Cette évaluation a permis également d'obtenir de premières informations concernant l'accessibilité, la sécurité et la situation en matière de protection dans la zone.

La situation sécuritaire est relativement calme sur l'axe d'accueil car les FARDC ainsi que la Police Nationale Congolaise (PNC) y sont présents. L'axe est accessible par véhicule, moto, et à pied. La zone est couverte par les réseaux cellulaires tels que : Airtel, Orange et Vodacom.

Incidents au cours des 2 dernières semaines

Couverture téléphonique

Braquages, pillages, meurtres

80% (estimation)

Conséquences humanitaires

Les participants aux groupes de discussions ont identifié diverses conséquences liées à cette crise. Les ménages ont particulièrement souligné leurs difficultés d'accès à la nourriture mais aussi aux logements décentes, notamment dans le cas du site de Lemera où les logements sont partagés entre familles d'accueil et familles déplacées, ce qui conduit à grande promiscuité. Les populations hôtes comme autochtones sont également exposées aux intempéries puisque leurs abris suintent. Suite à la perte ou au vol de leurs AMEs et à leur manque de moyens pour en racheter des nouveaux, les déplacés doivent partager les AME en nombre limité avec la communauté hôte. Il a aussi été déploré un accès difficile aux soins de santé à cause du manque de médicaments et du coût des soins médicaux qui est trop élevé pour les communautés déplacées.

Perspective d'évolution de la crise

Au moment de l'enquête sur terrain, des opérations militaires dans le parc et ses environs continuaient et s'intensifiaient dans la majorité des villages pour éloigner les groupes armés de ces parcs. Ces opérations militaires font également fuir les populations locales et écartent donc l'option d'un retour des ménages déplacés vers leur zone de provenance. Par ailleurs, le mouvement de déplacement vers la zone d'accueil est toujours en cours.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	0%	0%
20-64 ans	14%	14%
6-19 ans	24%	22%
0-5 ans	10%	14%
Total	49%	51%

Source des résultats:

EM IC RDS/GDC

Type spécifique de crise si conflit

Activisme d'acteurs armés	100%	10
Conflit intercommunautaire	0%	0
Lutte de pouvoir coutumier	0%	0
Conflit foncier	0%	0
Autre	0%	0

Type spécifique de crise si catastrophe naturelle

Tremblement de terre	0%	0
Inondation	0%	0
Sècheresse	0%	0
Eruption volcanique/limnique	0%	0
Autre	0%	0

Assistance humanitaire depuis la crise

Nutrition	0%	0
Abris	15%	0
Articles Ménagers Essentiels	0%	0
EHA	0%	0
Santé	1%	0
Education	3%	0
Nourriture	1%	0
Moyens de subsistance	0%	0
Protection	0%	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1%	0
Communication	0%	0
Cash (inconditionnel)	0%	0
Autre (préciser)	0%	0
Pas d'aide reçue	79%	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

La méthodologie utilisée est celle de la collecte mobile des données primaires par le biais de la boîte à outils ERM. Ces outils comprennent 3 questionnaires : des entretiens avec des informateurs clés (IC) ; des entretiens auprès de ménages (EM) ; et des groupes de discussion communautaires (GDC). Les questionnaires IC et EM sont encodés sur Kobo Collect et ont été administrés à l'aide de tablettes digitales. Le questionnaire GDC a été administré à l'aide d'une version sur papier. Ce résumé d'évaluation présente les résultats des enquêtes ménages réalisées auprès d'un échantillon de 110 ménages déterminé sur la base d'une population totale estimée à 4198 ménages (95 ménages plus un buffer de 15% pour un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%) et réparti de façon proportionnelle dans les dix localités à évaluer selon la taille de la population de ces localités. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire dans chacune des villages. Les résultats des enquêtes ménages sont également complétés par les 10 entretiens avec les IC (représentants d'institutions étatiques, de centres de santé, leaders communautaires et représentants des déplacés notamment) et les 10 GDC qui ont été organisés dans les 10 villages ciblés.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	-
IC distance	Non	-	-	-
IC sur place	Oui	Raisonné (choisi)	Aucune	Indicatif
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatif
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatif
(OL)	Non	-	-	-

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	10/02/2022	11/02/2022	
Date de fin de l'enquête	18/02/2022	17/02/2022	
Organisation	Acted	ACTED	
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	

Localité enquêtée	n ménages localité	n ménages enquêtés	n IC enquêtés	n GDC mis en œuvre
Mabingu	936	18	1	1
Lugohwa	74	4	1	1
Chisheke	494	10	1	1
Nyamutwe	778	19	1	1
Buhama	218	7	1	1
Buzunga	1321	18	1	1
Mudusa	394	14	1	1
Bugamanda	98	6	1	1
Kayeye	185	10	1	1
Solifem	71	4	1	1

Total	-	4569	110	10	10
--------------	---	-------------	------------	-----------	-----------

Tableau des charges par sévérité des besoins (% des ménages) pour chaque critère de sévérité ERM (EM)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	35%	-	45%	-	20%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	80%	-	20%	-	0%
Sécurité alimentaire	Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché	9%	-	82%	-	9%
	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	-	4%	-	96%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	3%	-	43%	-	54%
	Indice domestique de la faim (IDF / HHS)	0%	-	94%	-	6%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	-	0%	-	100%
	Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCS)	13%	0%	-	28%	58%
	Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri	0%	0%	100%	0%	0%
Articles ménagers essentiels	Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement	0%	-	28%	32%	-
	Score card AME	0%	0%	4%	81%	15%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte	0%	0%	57%	43%	0%
	Litres d'eau par personne par jour	86%	6%	2%	6%	-
	Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains	0%	-	1%	99%	-
	Disponibilité des installations sanitaires ET Partage	0%	0%	0%	59%	41%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école	45%	-	0%	54%	0%
	Taux d'inscription (école primaire)	15%				
	Taux de fréquentation (école primaire)	12%				
	Ratio élèves / enseignants	25				
	Lieu physique des classes primaires	100%	-	0%	0%	-

Note: Tous les critères de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Pour chaque critère, le % de ménages tombant sous chaque niveau de sévérité de 1 à 5 est présenté. Les lignes qui ne comportent pas de résultats sont celles pour lesquelles une échelle de sévérité ne pouvait pas être définie pour ce critère particulier. Il est prévu de développer un modèle de sévérité intersectoriel et global plus complet dans le cadre de la deuxième phase du projet d'harmonisation des ERM, mis en oeuvre par REACH Initiative à partir de mai 2020.

Besoins prioritaires

Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

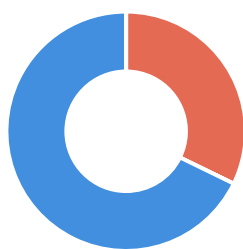
	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	0%
Nourriture	31%	58%	8%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0%	1%	1%
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0%	0%	0%
Abris	0%	0%	0%
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	3%	19%	74%
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0%	2%	9%
Santé	2%	2%	1%
Education	0%	0%	1%
Protection (y compris la sécurité)	0%	0%	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0%	0%
Communication	0%	0%	0%
Moyens financiers (cash)	64%	18%	6%
Autre	0%	0%	0%

Besoins prioritaires selon les IC (fréquence de réponses pondérée)

Nourriture	9	1	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	1	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	7	2
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	0
Santé	0	0	1
Moyens financiers (cash)	1	1	7

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut

	EM	IC	RDS/GDC
Déplacés	32%	40%	
Retournés	0%	0%	
Communauté hôte / autochtones	68%	60%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés/Expulsés	0%	0%	

Analyse des mouvements de population

Depuis plusieurs années, le parc de Kahuzi Biega est sujet à des attaques par les groupes armés actifs dans la zone, tels que les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda et le groupe du milicien Chance Muhunya ; par conséquent, des opérations militaires ont été menées par les FARDC et les Ecogardes du parc afin de mettre fin à ces attaques. Ces derniers affrontements ont été accompagnés par des actes d'incendies de maisons, de vol de récoltes et bétails et de pertes des vies humaines. Ils ont entraîné aussi un déplacement vers les villages situés dans la zone de santé de Katana et Kalehe sur l'axe Mabingu – Solifem ainsi que dans la direction de l'axe Bushaku-Nyamugari et ses environs. Aucun ménage n'est retourné dans la zone de provenance car la situation reste toujours préoccupante d'un point de vue sécuritaire. Suite à ces mouvements de population, l'évaluation a fait état de 4569 ménages sur l'axe enquêté, dont un total estimé de 34268 personnes (sur base d'une moyenne de 7,4 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtes ménages). Parmi ces ménages, 1472 sont déplacés (48% des ménages), et 3097 sont autochtones. Ces données démographiques ont été obtenue par décompte au porte-à-porte dans les villages de petite taille et estimés dans les plus grands en triangulant les informations partagées par plusieurs informateurs clés. Les informations partagées par les informateurs clés sur la démographie de l'ensemble de l'axe coïncident globalement avec les informations collectées à travers les enquêtes ménages et le décompte au porte-à-porte, puisque les IC estiment également la population totale de l'axe à 4569 ménages ; les IC estiment

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	1472	1829
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	3097	2740
Réfugiés	0	0
Rapatriés/Expulsés	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 4569 4569

Taille moyenne des ménages 7,4 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 48% 67%

Proportion de familles d'accueil 39% > 75%

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	20202
Après la crise	33687

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	2740
Après la crise	4569

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement

Déplacés
Retournés

1472
0

néanmoins que le nombre de déplacés Communauté hôte / autochtones présent sur l'axe est plus élevé, avec selon Réfugiés eux 1829 ménages dépalcés sur l'axe et Rapatriés/Expulsés seulement 2740 ménages autochtones. Les **Total** informations collectées à travers les enquêtes ménages et le décompe au porte-à-porte étant généralement plus fiable, nous recommandons de privilégier cette désagrégation par statut et non celle fournie par les IC, qui peuvent avoir tendance à gonfler le nombre de déplacés présents dans la zone.

3097
0
0
4569

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	63%	0	0%	1	21%
115-125 mm	1	37%	1	81%	2	66%
>125 mm	0	0%	1	19%	1	13%
MAG	2	100%	1	81%	3	87%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	44%	0	0%	1	20%
115-125 mm	2	41%	2	49%	4	45%
>125 mm	1	15%	1	51%	2	35%
MAG	3	85%	2	49%	5	65%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	49%	0	0%	2	20%
115-125 mm	3	40%	3	61%	6	45%
>125 mm	1	11%	2	39%	3	35%
MAG	5	89%	3	61%	8	65%

Femmes enceintes et allaitantes	Total	
	n	%
<185 mm	0	0
185-230 mm	1	20%
>230 mm	2	80%
MAG	1	20%

Analyse nutrition

Lors des groupes de discussion, les participants ont identifié un problème important d'insuffisance alimentaire dans la zone, causé par plusieurs facteurs tels que : la mauvaise qualité des semences, l'infertilité du sol dûe à la mosaïque qui attaque les cultures de manioc et le manque de terres cultivables disponibles. Cette problématique est par ailleurs renforcée par l'insécurité dans la zone qui empêche l'accès des communautés à leurs champs, et par l'afflux récent de déplacés qui augmente la demande de nourriture. Par conséquent, on observe dans la zone des cas de malnutrition sévère et modérée. Les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés : ils représentent 20% des cas de malnutrition sévère et 45% des cas de malnutrition modérée. Les garçons sont également plus touchés par la malnutrition (87%) que les filles (65%). Enfin, 20% des femmes enceintes ou allaitantes sont atteintes de malnutrition modérée.

Recommandations : Appuyer les centres de santé de la zone en intrants nutritionnels afin de permettre la prise en charge des cas de malnutrition. Renforcer la sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires, la cuisson et la conservation des aliments. Des formations sur les bonnes pratiques agricoles pourraient aussi être envisagées pour permettre aux agriculteurs de protéger leurs cultures.

Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance au cours des 2 dernières semaines ²	EM	IC	Sévérité
Travail journalier	36%	2	
Agriculture de subsistance	63%	9	
Agriculture de rente	0%	1	
Activités de pêche	0%	7	
Activités de chasse/Cueillette	0%	1	
Élevage	0%	7	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce/vente charbon	0%	3	
Gagne un salaire	1%	0	
Envois de fonds	0%	0	

Accès à la terre



■ Oui	67%	> 75%
■ Non	33%	-

Pratique de l'agriculture



■ Oui	85%	> 75%
■ Non	15%	-

Problèmes liés à l'agriculture

manque de terre/petite superficie disponible	58%	9
manque de semences	60%	10
probleme fertlilite sols	34%	7
maladies cultures/ravageurs	20%	2
presence chenilles	0%	0
Betes sauvages ravagent	2%	0
manque outils machines	14%	2
manque entrepots cultures	0%	0
manque main œuvre	9%	0
manque ecoulement production	0%	0
insuffisance des pluies	1%	0
abondance des pluies/inondation	0%	0
insecurite violence combats	10%	0
pillage de récoltes	2%	0
Autre	0%	0

Proportion des cultures endommagées (IC)

> 75%

Proportion des champs détruits (IC)

>75%

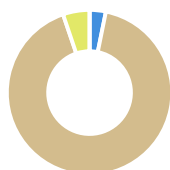
Le ménage s'est rendu dans un marché dans les 7 derniers jours



■ Oui
■ Non

Oui	91%	8
Non	9%	2

Distance au marché



■ < 45 minutes
■ 46 minutes-2 heures
■ Plus que 2 heures - demi-journée
■ Plus que demi-journée/pas d'accès

< 45 minutes	3%	-
46 minutes-2 heures	92%	-
Plus que 2 heures - demi-journée	5%	-
Plus que demi-journée/pas d'accès	0%	-

Disponibilité des produits sur le marché

Pas de variation	19%
Plus de biens	10%
Moins de biens	67%

	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	19%	5	
Plus de biens	10%	2	
Moins de biens	67%	1	

Fluctuation des prix sur le marché

Pas de variation	12%
Les prix ont augmenté	61%
Les prix ont un peu augmenté	23%
Les prix ont diminué	0%

Pas de variation	1
Les prix ont augmenté	6
Les prix ont un peu augmenté	1
Les prix ont diminué	0

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché

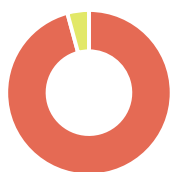
Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	9%
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	82%
Pas de marché accessible	9%

Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	-	1
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	-	3
Pas de marché accessible	-	5

Principales sources d'acquisition de nourriture au cours des 2 dernières semaines

Production personnelle	61%
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0%
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	30%
Marché	3%
Travail pour de la nourriture	2%
Cueillette, chasse ou pêche	8%
Achat auprès d'un voisin	15%
Petit commerce/vente charbon	10%
Troc	39%
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	11%
Emprunt auprès d'étrangers	0%
Zakat/don charitable/offrande	0%
Autre	0%

Production personnelle	9
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	3
Marché	3
Travail pour de la nourriture	5
Cueillette, chasse ou pêche	0
Achat auprès d'un voisin	3
Petit commerce/vente charbon	1
Troc	5
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	0
Emprunt auprès d'étrangers	0
Zakat/don charitable/offrande	0
Autre	0



Disponibilité de ressources alimentaires

- Aucune réserves
- 1-2 semaines
- 3-4 semaines
- Plus de 4 semaines

96%	-	5
4%	-	3
0%	-	
0%	Aucun	1

Nombre moyen de repas par jour

Pour les adultes	1,0	-	
Pour les enfants	1,0	-	
Pour les ménages en général		1 repas	

Niveau de faim de la plupart des ménages de la zone (IC)

Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	10	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³

	EM	IC	Sévérité
Acceptable ■	3%	-	1
Limite ■	43%	-	3
Pauvre ■	54%	-	5

Indice domestique de la faim (IDF / HHS) ⁴

Peu de faim ■	0%	-	1
Faim modérée ■	94%	-	3
Faim sévère ■	6%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵

Acceptable ■	0%	-	1
Limite ■	0%	-	3
Pauvre ■	100%	-	5

Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi)

Normal ■	13%	-	1
Stress ■	0%	-	3
Crise ■	28%	-	4
Urgence ■	58%	-	5

Les trois stratégies de survie les plus répandues dans la zone évaluée (IC)

Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	3
--	---

Emprunter/demander de la nourriture	10
Cueillir de la nourriture sauvage	5
Consommer des semences destinées à la prochaine saison/récolter des cultures pas encore prêtes	4
Envoyer les enfants manger avec les voisins	5
Vendre des biens immobiliers	0
Vendre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Abattre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Chasser plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Pêcher plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Déménager les familles dans des camps de bétail ou de pêche plus souvent que la normale	0
Envoyer des familles dans des camps de déplacés pour recevoir de l'aide alimentaire	0
Aucune	0
Autre	0

Analyse Sécurité alimentaire

54 % des ménages ont un score de consommation alimentaire (SCA) pauvre et 43 % des ménages ont un SCA limite. Par ailleurs, 6% des ménages souffrent de faim sévère et 94% souffrent de faim modérée. Les ménages ont recours à des stratégies de survie néfastes pour leur santé, telles qu'envoyer les enfants manger avec les voisins, emprunter de la nourriture, consommer des semences destinées à la prochaine saison ou récolter des cultures pas encore prêtes, cueillir de la nourriture sauvage et acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté. En ce qui concerne l'indice de stratégies de survie liées au revenu (ISSR), 58 % des ménages sont dans une situation d'urgence et 28 % dans une situation de crise.

Cette situation résulte notamment de plusieurs facteurs. D'une part, les besoins alimentaires dans la zone auraient fortement augmenté en raison de l'afflux de communautés déplacées, qui sont arrivées dans la zone d'accueil sans stocks de nourriture puisque leurs récoltes ont été pillées ou abandonnées dans la zone de provenance. Les stocks des ménages déplacés ont également été pillés et incendiés lors du déplacement, d'autres pourrissent dans la zone de provenance en raison de l'impossibilité de s'y rendre de façon sécurisée pour récupérer les denrées. En effet, les ménages de la zone de provenance craignent les exactions des militaires et des Ecogardes.

La zone d'accueil est quant à elle affectée par un problème de conflit foncier entre les grands concessionnaires résidant majoritairement en ville et les populations résidant dans la zone (autochtones). Les autochtones auraient perdu leurs terres arables au profit de ces grands concessionnaires, ce qui impacte négativement leur revenu et leur accès à la nourriture. Par ailleurs, leurs rares champs ne donnent plus une bonne production en raison du manque de semence de bonne qualité et de la réutilisation des lopins de terre chaque saison.

Recommandations : Une assistance alimentaire est recommandée tant pour la population déplacée que pour la population autochtone pour soulager cette communauté qui fait face à une crise alimentaire. Compte tenu des problèmes de qualité des semences rencontrés par la population, un soutien en culture vivrière et maraichère sous forme de distribution des intrants agricoles et accompagné de formations sur les pratiques culturales pour les ménages pratiquant l'agriculture et ayant accès des terres pourrait également être envisagé. Pour les ménages ayant perdu accès à leur terre arable, un plaidoyer pourrait être mis en oeuvre afin de promouvoir la résolution des conflits fonciers entre les concessionnaires et les populations locales.

Abris

Type d'abris (EM)	EM	IC	Sévérité
Maison (construction durable)	0%	-	
Abri d'urgence (non-durable)	100%	-	
Centre collectif	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	
Pas d'abris (à la belle étoile)	0%	-	
Ne se prononce pas	0%		

Situation d'occupation des abris d'urgence (EM)

Accueilli par une famille d'accueil	30%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	4%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil contre loyer/travail	0%	-	
Construit sur sa propre parcelle	65%	-	
Dans un site de déplacés, situé près ou dans une localité	1%	-	
Autre	0%	-	

Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri (EM)

Maison Et : propriétaire	0%	-	
Maison Et : empruntée gratuitement avec autorisation du propriétaire de la maison	0%	-	1
Maison Et : louée	0%	-	
Maison Et : accueilli par une famille d'accueil	0%	-	
Maison Et : occupée avec l'autorisation de quelqu'un d'autre que le propriétaire	0%	-	2
Maison Et : occupée gratuitement sans autorisation (occupation secondaire)	0%	-	
Abris d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	4%	-	
Abris d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil en l'échange d'un paiement (loyer) ou de services rendus (travail)	0%	-	
Abris d'urgence Et : accueilli par une famille d'accueil	30%	-	
Abris d'urgence Et : construit sur sa propre parcelle	65%	-	3
Abris d'urgence Et : dans un site de déplacés situé près de, en périphérie ou dans d'une ville	1%	-	
Abris d'urgence Et : dans un site de déplacés isolé	0%	-	
Centre collectif (pas école)	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	0%	-	4
Pas d'abris	0%	-	5

Promiscuité dans les abris (EM)

Pas tous les membres du ménage ne dorment dans la même chambre	49%	-	
Tous les membres du ménage dorment dans la même chambre	51%	-	+1

Nombre moyen m² par personne (EM)

	1,0	-	5
--	-----	---	---

	EM	IC	Sévérité
Part de la population logée dans des abris durables (IC)	-	Aucun	1
Centre collectif école (IC)	-	51-75%	3

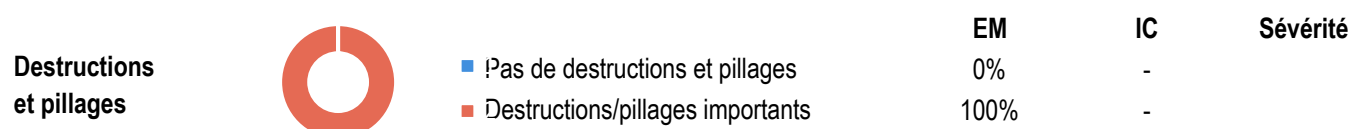
Part de la population logée dans des abris d'urgence (IC)	-	> 75%	4
Part de la population logée dans des abris collectifs (IC)	-	Aucun	
Part de la population sans abri (IC)	-	Aucun	5
Proportion des abris endommagés ou détruits dans la localité de départ (IC)		> 75%	
Niveau de destruction des abris dans la localité de départ (IC)		Totale	
Proportion des ménages où tous les membres dorment dans la même chambre (IC)		<25%	

Analyse Abris

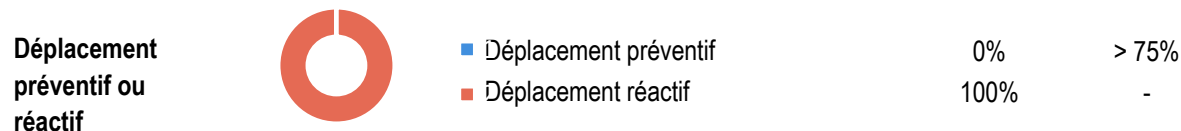
Dans l'axe évalué, la surface moyenne occupée par personne au sein des abris est de 1,0m². Il est à noter que selon les standards SPHERE chaque personne devrait disposer d'un espace minimum de 3,5 mètres carrés d'espace de vie. La moyenne de surface habitable est donc nettement en-dessous du standard SPHERE. Lors des groupes de discussion, les participants ont confirmé que la majorité des abris sont en bâtis en torchis et en sticks d'arbres avec une toiture en tôles ou en paille, ce qui a été confirmé par les résultats des enquêtes ménages. Le mouvement de population a eu un impact sur l'accès au logement, car les familles d'accueil et déplacées partagent souvent la même maison. Les familles déplacées ainsi que les familles d'accueil vivent donc dans une situation de promiscuité importante et dans des abris en mauvais état qui les exposent aux intempéries et aux maladies lors de la saison des pluies. Les ménages non accueillis en famille d'accueil logent actuellement dans des hangars de transit qui n'ont ni fenêtres ni portes. La situation en terme de logement pourrait mener à des tensions entre les communautés hôtes et déplacées à l'avenir.

Recommandations : En l'absence d'un mouvement de retour immédiat, nous recommandons la construction d'abris d'urgences pour les ménages déplacés et/ou de relocaliser ces ménages dans un site approprié afin de palier la situation de promiscuité observée dans les villages d'accueils. La réhabilitation des abris pour les ménages autochtones les plus vulnérables pourrait également être envisagée.

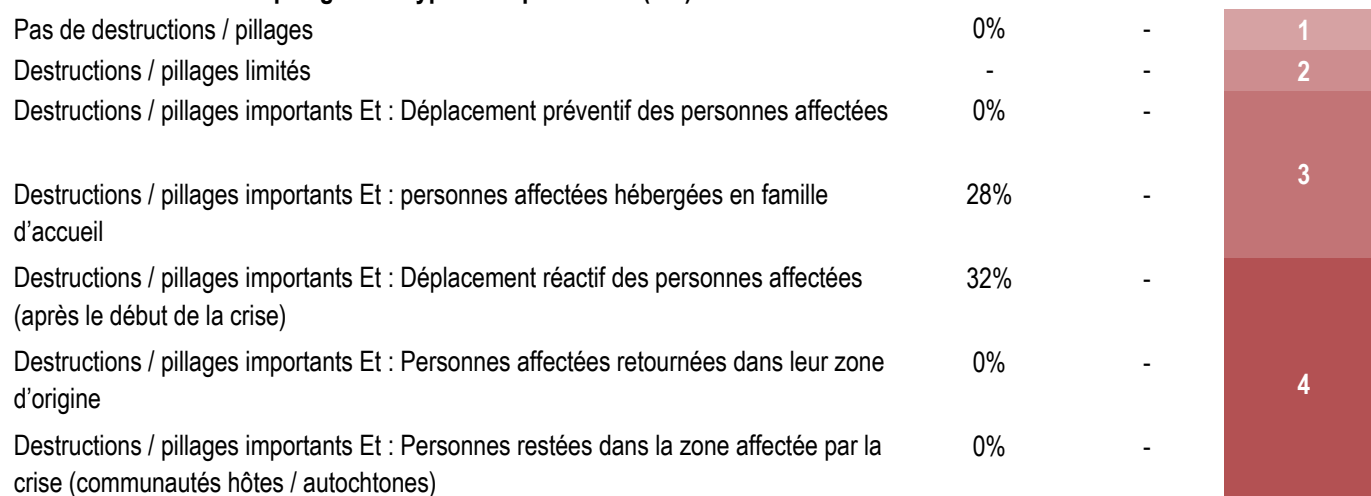
Articles ménages essentiels (AME)



Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME suite à la crise (IC) - 25-50%



Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement (EM)



Score card AME



Besoins prioritaires en AME (IC)



Analyse Articles ménages essentiels

Pendant le mouvement de déplacement, les déplacés ont abandonné l'ensemble de leurs articles ménagers essentiels (AME). En effet, tous les ménages déplacés ont affirmé que le déplacement a eu lieu de manière réactive. Les articles abandonnés dans leurs abris dans la zone de provenance ont par ailleurs été incendiés et pillés. Des forts besoins en AME sont donc visibles au sein de cette population : 96% des ménages ont un score Card AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique), les ménages les plus vulnérables étant les ménages déplacés. On note notamment l'insuffisance d'articles comme les ustensiles de cuisine, les bidons, les supports de couchage, les casseroles ainsi que les couvertures. Selon certains ménages enquêtés, les articles ménagers essentiels sont disponibles sur le marché de Kabamba mais les déplacés n'ont pas les moyens financiers pour se les procurer. Les ménages hôtes affirment partager les articles avec les déplacés mais l'insuffisance des articles dans les ménages autochtones comme déplacés risque de créer des tensions sur le long-terme.

Recommandations : Nous recommandons une assistance en AME, de préférence en espèces ou sous forme de foire, afin que les bénéficiaires puissent se procurer les AME dont ils ont besoin.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

	EM	IC	Sévérité
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone	27%	79%	2
<small><15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</small>			

Nombre et types de source d'eau fonctionnelle (IC)

Robinets privés	6
Robinets public / bornes fontaines	35
Puits à pompe/forage	0
Puits creusé aménagé	0
Source naturelle aménagée	2
Source naturelle non-aménagée	8
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	8
Camion-citerne	0
Charrette avec petite citerne	0
Kiosque / échoppe / boutique à eau	0
Eau En bouteille / Eau en sachet (nombre de points de vente)	0
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	6

Type de source d'eau (EM) ⁶

Source améliorée	0%	> 75%	1
Source non-améliorée	57%	Aucun	3
Eau de surface	43%	Aucun	4

Quantité d'eau subjective (perception des répondants)

	EM	IC	Sévérité
Assez d'eau pour tous les besoins	100%	-	1
Pas assez d'eau pour d'autres fins domestiques	0%	-	2
Pas assez d'eau pour l'hygiène personnelle	0%	-	3
Pas assez d'eau pour cuisiner	0%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	0%	Non consensus	5

Litres d'eau par personne par jour (EM)

Plus de 15 litres	86%	-	1
8-15 litres	6%	-	2
5-7 litres	2%	-	3
0-4 litres	6%	-	4

Temps pris pour aller chercher l'eau

< 45 minutes	61%	-	
46 minutes-2 heures	39%	Non consensus	
Plus que 2 heures	0%		
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%		

Problèmes d'accès à l'eau

Points d'eau trop éloignés		34%	9
Points d'eau difficiles d'accès		2%	2
Chercher l'eau est une activité dangereuse		2%	0
Accès restreint pour certains groupes		0%	0
Pas assez de points d'eau/temps d'attente important		17%	8
Les points d'eau ne fonctionnent pas/sont fermés		0%	4
L'eau n'est pas disponible sur le marché		0%	0
L'eau est trop chère		1%	0
Pas assez de récipient pour stocker l'eau		17%	5
Ne considère pas l'eau comme potable		11%	0
Autre		0%	2

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte de l'eau (EM)

Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45 min	0%	-	1
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45 min	0%	-	2
Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	57%	-	3
Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	0%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	43%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	0%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains



■ Oui
■ Non

1%	Aucun
99%	-

Eau pour le système de lavage des mains (EM)



■ Oui
■ Non

0%	-
100%	-

Savon pour le système de lavage des mains (EM) / accès au savon (IC)



■ Oui
■ Non

EM	IC	Sévérité
0%	Aucun	
100%	-	

Part de la population se lavant les mains plusieurs fois par jour (IC)

-	Non consensus
---	---------------

Pratiques de lavage des mains (EM)

Après la toilette ou la latrine	0%	-
Après nettoyage/changement des couches de l'enfant	1%	-

Avant de préparer les aliments	2%	-
Avant de manger	98%	-
Avant de donner le sein à l'enfant	0%	-
Au retour des champs	14%	-

Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains (EM)

Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : utilisée par les usagers Et : du savon est disponible	0%	-	1
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : du savon n'est pas disponible	0%	-	3
Une station de lavage de mains est disponible Et : non équipée en eau	1%	-	
Il n'y a pas de système de lavage des mains disponible	99%	-	4

Disponibilité des installations sanitaires ⁷

Pas d'installation sanitaire	41%	51-75%
Installation non-améliorée	59%	> 75%
Installation améliorée	0%	Aucun

Partage des installations sanitaires



< 4 ménages	3%	> 75%
> 4 ménages	95%	-

Problèmes d'accès aux installations sanitaires

Pas assez d'installations/surpeuplées	78%	5
Ne fonctionnent pas/ne sont pas complètes	24%	4
Ne sont pas propres/hygiéniques	22%	11
Ne sont pas privées	16%	1
Ne sont pas séparées entre hommes et femmes	37%	8
Sont trop éloignées.	1%	0
Sont difficiles d'accès	0%	0
Il est dangereux de s'y rendre	0%	0
Certains groupes n'y ont pas accès	0%	0
Autre	0%	0

Disponibilité des installations sanitaires ET Partage des installations sanitaires (EM)

Installations améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%	-	3
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	59%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	41%	-	5

Problèmes environnementaux rapportés (IC)

Présence de matières fécales	12
Eau stagnante	4

Déchets solides domestiques	10
Déchets organiques en décomposition	0
Rongeurs/rats	3
Aucun	0

Analyse Eau, hygiène et assainissement

L'accès à l'eau potable est problématique sur l'axe évalué : 100% des ménages déclarent utiliser l'eau de points d'eau non aménagés pour la boisson et leurs autres usages. On note la présence d'une adduction d'eau construite par CARITAS pour desservir les villages de Mabingu, Lugohwa, Chisheke, Nyamutwe, Buhama et Buzunga, néanmoins cette adduction ne dessert plus ces villages en raison de problèmes au niveau du captage, de la tuyauterie et de la robinetterie, faute d'entretien. Selon les résultats des enquêtes ménages, les principaux problèmes empêchant l'accès à l'eau potable sont : l'éloignement et l'inaccessibilité des points d'eau (surtout pour les personnes vivant avec un handicap), le temps d'attente au niveau des points d'eau, et l'insuffisance des récipients pour stocker l'eau. On constate toutefois que 86% des ménages consomment en moyenne 15 litres d'eau par jour/personnes ; ces quantités sont conformes aux recommandations des standards SPHERE, qui préconisent une quantité moyenne de 15 litres par jour et par personne.

Les conditions hygiéniques sont par ailleurs préoccupantes sur l'axe : 99% de ménages n'ont pas de dispositif de lavage des mains dans leur abri et aucun n'utilisent des latrines hygiéniques. Signalons que lors du groupe de discussion dans le village de Kayeye, il a été signalé que les concessionnaires de terre interdisent de creuser des latrines de peur que leurs vaches ne tombent dans ces trous, ce qui pourrait expliquer l'absence d'installations sanitaires dans la zone.

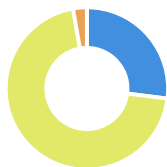
Recommandations : Au vu de ces résultats, nous recommandons la réhabilitation de l'adduction d'eau existante et la construction de nouveaux points d'eaux. Une sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement ainsi qu'un appui aux ménages dans la construction de latrines familiales est aussi recommandé, ainsi que la distribution de kits d'hygiène intime. Un plaidoyer aussi est enfin nécessaire auprès des concessionnaires afin de garantir que les habitants puissent creuser des latrines.

Source d'obtention des soins

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, etc.)	32%	11	
Guérisseur traditionnel / religieux	6%	0	
Reste à la maison / se soigne soi-même	62%	1	
Autre	0%	0	

Conditions d'accouchement

A la maison avec famille	16%	0	
A la maison avec sage-femme	1%	0	
A la maison avec infirmier	0%	0	
Centre de santé/d'accueil	84%	12	
Autre	0%	0	



Disponibilité d'une structure de santé

Moins de 45 minutes	27%	0	
Entre 45 minutes et 2 heures	70%	10	
Entre 2 heures et une demi-journée	3%	2	
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%	0	

Type de structure de santé disponible (IC)

Hôpital	0	
Centre de santé	10	
Clinique mobile	0	
Centre de santé de référence	2	
Poste de santé	0	
Autre	0	

Problèmes d'accès aux soins (EM)

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé trop loin / inexistante	0%	-	
Manque de moyens pour payer les soins	100%	-	
Structure de santé manque de médicaments	0%	-	
Structure de santé manque d'équipements	0%	-	
Structure de santé manque de personnel soignant	0%	-	
Structure de santé est surchargée / trop de patients	0%	-	
Autre (préciser)	0%	-	
Problèmes d'accès sécuritaire	0%	-	

Problèmes d'accès aux soins (IC)

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	5	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	12	
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	-	2	



Problèmes d'accès sécuritaire	-	0
Autre	-	4

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines

Diarrhée		27%	79%	2
Fièvre		37%	-	
Toux		23%	-	

Pour la diarrhée: <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Symptômes chez les personnes de plus de 5 ans (EM)

Diarrhée		12%	-
Fièvre		23%	-
Toux		18%	-

Ménages dorment sous des moustiquaires



■ Oui	3%	<25%
■ Non	97%	-

Maladies rapportées (IC)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	156	153
Infection Respiratoire Aigue	98	104
Diarrhées aigue	95	98
Typhoïde	0	0
Malnutrition aigüe globale	32	57
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	29

Augmentation des consultations intra-hospitalières journalières

Disponibilité de médicaments

Disponibilité d'équipements médicaux

Augmentation du ratio patients/personnel soignant (aire de santé)

IC
Forte augmentation (entre 51% et 69%)
Manque modéré
Manque modéré
Forte augmentation (entre 51% et 69%)

Analyse Santé

L'axe évalué compte deux centres de santé, dont le Centre de Santé de Lemera et son poste de santé qui se trouvent dans la zone de santé de Kalehe et le Centre de Santé de Mabingu situé dans la zone de santé de Katana. Ces structures médicales ne sont actuellement pas en capacité de fournir des soins gratuits à la communauté ; ceux-ci sont donc payants pour les déplacés et les autochtones. En effet, les soins ambulatoires pour enfants ont un coût variant entre 6000fc et 8000fc et ceux pour les adultes ont un coût de 12000Fc. Un séjour en observation a un coût variant entre 15000fc et 20000fc, selon le type de médicament prescrit. Enfin, l'accouchement coûte 50000fc. Ce coût élevé limite l'accès de la communauté aux soins de santé car tous les ménages n'ont pas les moyens pour payer ces soins ; ceci explique que 62 % des ménages pratiquent l'automédication et que 6% se dirigent vers des guérisseurs traditionnels ou religieux. Les maladies les plus fréquemment enregistrées dans les structures de santé sont les cas de paludisme, d'infection respiratoire aigüe, de diarrhée aigüe, de typhoïde, et la malnutrition aigüe globale. Par ailleurs, selon les informateurs clés interrogés, 37% des enfants de moins de 5 ans auraient souffert de fièvre au cours des deux semaines ayant précédé l'enquête, 27% de diarrhée et 23% de la toux. Les informateurs clés ont averti sur l'insuffisance des médicaments et des équipements médicaux dans les centres de santé.

Recommandations : Nous recommandons d'appuyer ces deux centres de santé en médicaments, paiement du personnel et en achat de matériel afin de permettre à la communauté d'accéder aux soins de façon gratuite et d'assurer une prise en charge médicale adéquate sur la zone.

Protection

Nombre et type d'incidents de protection	EM	IC - principales préoccupations par groupe			
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Meurtre	0%	2	0	1	1
Mutilations/coups et blessures	0%	4	1	0	0
Violences intercommunautaires	0%	0	0	0	0
Violences sexuelles	0%	0	3	0	1
Enlèvements ou tentative d'enlèvement	0%	1	0	0	0
Blessés/morts dus aux mines	0%	0	0	0	0
Mariage précoce/forcé	0%	0	0	0	5
Violence conjugale	0%	2	5	0	0
Séparation des familles	0%	1	1	0	0
Pillages	1%	4	3	0	0
Vol, braquage, cambriolage	7%	N/A	N/A	N/A	N/A
Pillage du bétail	6%	4	3	0	0
Arrestations arbitraires	0%	6	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0%	0	0	0	0
Recrutements/enrôlements forcés d'adultes par des acteurs armés	0%	0	0	0	0
Recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Membre adulte du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	3	0	0	0
Membre enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Travaux forcés	0%	2	1	1	1
Autre	0%	0	0	0	0

Nombre et situation d'enfants non-accompagnés (ENA)

	EM	IC
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA	21%	-
Nombre moyen d'ENA recueillis	4,7	-
Nombre estimé d'ENA dans la zone (IC)	-	5,7

Nombre d'enfants recrutés ou démobilisés

Enfant du ménage recruté/enrôlé de force par des acteurs armés	0%	-
Enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	-

Nombre et situation de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

	EM	IC
Ménages avec au moins une PSH	6%	-
Proportions de PSH étant des enfants	43%	-
Proportions de PSH étant des adultes	57%	-
Proportions de PSH étant des personnes âgées	0%	-
Proportion de ménages dont le chef est une PSH	1%	-
Proportion des chefs de ménage PSH exerçant une activité génératrice de revenu	1%	-

Perception de la communauté hôte par rapport aux déplacés et/ou des retournés

Tensions avec la communauté d'accueil	0%	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	42%	8
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	35%	3
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	22%	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	0%	0

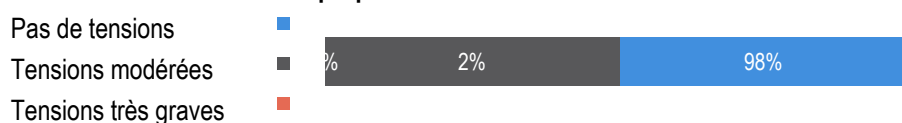
Disponibilité d'un mécanisme communautaire



■ Oui
■ Non

98%	5
2%	6

Tensions sociales liées à la propriété et la terre



98%	5
2%	0
0%	0

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG)



■ Oui
■ Non

9%	0
91%	11

Perception de risque d'incidents liées aux REG



■ Risque existe
■ Risque n'existe pas

	EM	IC
Risque existe	0%	0
Risque n'existe pas	100%	11

Ménages dirigés par une personne mineure (EM)

0%	-
----	---

Ménages dirigés par une femme (EM)

57%	-
-----	---

Analyse Protection

Lors des différents groupes de discussions, il a été relevé que les ménages déplacés semblent avoir de bonnes relations avec la communauté autochtone. Leurs relations pourraient néanmoins devenir plus tendues en raison de l'insuffisance des ressources ; par exemple, on signale déjà des cas de vol des cultures dans les champs. De plus, selon les résultats des enquête ménages, bien que 42% des ménages hôtes enquêtés disent être prêts à assister les ménages déplacés pour le temps nécessaire, 35% ne sont prêt à les assister que pour un temps limité et tenant compte du fait que certains déplacés constituent une main d'œuvre pour les travaux journaliers. Selon 98% des enquêtés, des groupes de médiation sont néanmoins présents dans leurs villages pour aider la communauté à vivre dans la cohabitation pacifique et à résoudre les tensions qui pourrait y surgir.

Dans la zone, plusieurs incidents de protection ont été signalés notamment : des pillages, des vols, des cambriolages et des arrestations arbitraires. 21% des ménages enquêtés confirment la présence des enfants non accompagnés dans leurs ménages ; ces informations ont été confirmées par les participants en groupe de discussion. 9% des ménages rapportaient aussi avoir été affecté par un incident lié aux restes d'explosifs de guerre (REG).

Recommandations : Renforcer les cadres de concertation et groupes de médiation existants pour encourager une cohabitation pacifique continue dans la zone permettrait de réduire les incidents liés à la protection qui pourrait survenir à l'avenir. Effectuer un plaidoyer auprès des concessionnaires de terre afin de régler les conflits fonciers existants sur la zone.

Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle

Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire) ■
 Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle) ■



	EM	IC	Sévérité
Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire)	46%	8	
Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle)	54%	4	

Raison de l'indisponibilité d'une école

Raison	EM	IC
Trop loin / Jamais eu d'école	100%	4
Occupée par des déplacés	0%	0
Occupée par des personnes armées	0%	0
Endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	0
Endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%	0
Endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre	0%	0
Fermée	0%	0
Autre	0%	0

Ecole primaire fonctionnelle endommagée



Oui ■
Non ■

	EM	IC
Oui	2%	0
Non	98%	8

Raison de l'endommagement de l'école primaire

Raison	EM	IC
Violences communautaires/désastre naturel	0%	0
Attaque par des personnes armées	53%	0
Raisons non-liées à des violences/désastre	47%	0

Ecole primaire fréquentée par des personnes armées

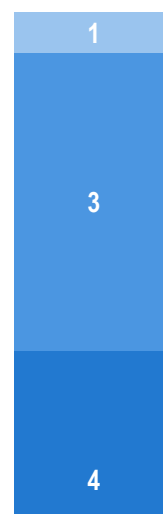


Oui ■
Non ■

	EM	IC
Oui	1%	-
Non	99%	-

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école (EM)

Description	EM	IC
Ecole fonctionnelle disponible	45%	-
Ecole fermée	0%	-
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des déplacés	0%	-
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	0%	-
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	-
Pas d'école disponible (Trop loin / jamais eu d'école disponible)	54%	-
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	0%	-



Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	-	5
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à une attaque par des personnes armées	0%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des personnes armées	0%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%	-	

Taux d'inscription à l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	14%	-	5
Garçons de 6 à 11 ans	16%	-	
Filles de 12 à 17 ans	15%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	16%	-	
Total	15%	-	

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

% total d'enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire (IC)

Après la crise	-	75%	1
Avant la crise	-	75%	

Taux de fréquentation de l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	9%	-	5
Garçons de 6 à 11 ans	12%	-	
Filles de 12 à 17 ans	12%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	19%	-	
Total	12%	-	

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

% d'élèves inscrits fréquentant régulièrement l'école (IC)

Après la crise	65%	2
Avant la crise	60%	

Raison principale de la non-scolarisation (EM)

Manque de moyens pour payer l'école	83%	-
Interruption suite à un déplacement	17%	-
Ecole n'accepte pas enfants déplacés	0%	-
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-
Enfant jamais allé à l'école	0%	-
Autre	0%	-

Raison principale de la non-scolarisation (IC)

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	6	6
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travail agricole)	0	0
Ils doivent travailler à la maison	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0

Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Grossesse précoce	0	0
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	0	0
Autre	0	0

Taux de déscolarisation de l'école primaire (enfants n'allant plus à l'école depuis la crise) (EM)

	EM	IC	Sévérité
Filles de 6 à 11 ans	1%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	4%	-	
Filles de 12 à 17 ans	1%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	4%	-	
Total	3%	-	

Evolution du taux d'inscription à l'école primaire depuis la crise (IC)

- 0%

Evolution du taux de fréquentation scolaire depuis la crise (IC)

- 5%

Temps moyen depuis la déscolarisation (en semaines) (EM)

5 -

Ratio élèves / enseignants (IC)

Elèves pour 1 enseignants actuellement	25	100%
Elèves pour 1 enseignants avant la crise	25	

Ratio \leq 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; \geq 86 = Sévérité 5

Disponibilité des enseignants

Le même nombre d'enseignants donne des cours actuellement qu'avant la crise	100%	-
Une partie des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
La plupart des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
Un nombre plus grand d'enseignants donnent des cours depuis la crise	0%	-

Lieu physique des classes primaires

Ecoles existantes	100%	3	1
Espaces temporaires	0%	0	3
Dehors/sous les arbres	0%	0	4
Autre(Spécifier)	0%	4	

Analyse Éducation

Toutes les écoles sont fonctionnelles sur l'axe évalué et toutes appliquent la gratuité de l'enseignement. Les infrastructures sont néanmoins inadéquates puisque les salles de classe sont en majorité construites en stick d'arbres et en pisé. La majorité de ces écoles est accessible à moins d'une heure de marche à pied par les élèves, sauf pour les villages de Kayeye et Bogamanda où les élèves font plus d'une heure de marche pour aller à l'école. La majorité des enfants des ménages autochtones fréquentent ces écoles ; le taux global de fréquentation des écoles est néanmoins plus réduit (65%), ce qui pourrait s'expliquer par une non-application de la gratuité et/ou par le manque de moyens des familles déplacées pour payer le matériel scolaire de leurs enfants. En effet, la plupart des familles déplacées ont abandonné leurs fournitures scolaires lors de la fuite.

Recommandations : Nous recommandons une distribution d'espèces ou de matériel scolaire en nature pour encourager la scolarisation des enfants déplacés notamment. Les partenaires actifs dans le domaine de l'éducation pourraient aussi envisager la mise en oeuvre de réhabilitations ou de constructions d'écoles afin de permettre aux élèves de suivre les enseignements dans des conditions adaptées.

Conclusions générales et commentaires

Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages dans les enquêtes ménages et dans les groupes de discussion, une assistance en vivres est prioritaire sur la zone, en parallèle d'une assistance en relance agricole qui permettrait de renforcer la résilience alimentaire des ménages. Une assistance en articles ménagers essentiels, en abris et en santé est également nécessaire.

1. Nutrition :

Appuyer les centres de santé de la zone en intrants nutritionnels afin de permettre la prise en charge des cas de malnutrition. Renforcer la sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires, la cuisson et la conservation des aliments. Des formations sur les bonnes pratiques agricoles pourraient aussi être envisagées pour permettre aux agriculteurs de protéger leurs cultures.

2. Sécurité alimentaire :

Une assistance alimentaire est recommandée tant pour la population déplacée que pour la population autochtone pour soulager cette communauté qui fait face à une crise alimentaire. Compte tenu des problèmes de qualité des semences rencontrés par la population, un soutien en culture vivrière et maraichère sous forme de distribution des intrants agricoles et accompagné de formations sur les pratiques culturales pour les ménages pratiquant l'agriculture et ayant accès des terres pourrait également être envisagé. Pour les ménages ayant perdu accès à leur terre arable, un plaidoyer pourrait être mis en oeuvre afin de promouvoir la résolution des conflits fonciers entre les concessionnaires et les populations locales.

3. Abris :

En l'absence d'un mouvement de retour immédiat, nous recommandons la construction d'abris d'urgences pour les ménages déplacés et/ou de relocaliser ces ménages dans un site approprié afin de palier la situation de promiscuité observée dans les villages d'accueils. La réhabilitation des abris pour les ménages autochtones les plus vulnérables pourrait également être envisagée.

4. AME :

Nous recommandons une assistance en AME, de préférence en espèces ou sous forme de foire, afin que les bénéficiaires puissent se procurer les AME dont ils ont besoin.

5. EHA :

Au vu de ces résultats, nous recommandons la réhabilitation de l'adduction d'eau existante et la construction de nouveaux points d'eaux. Une sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement ainsi qu'un appui aux ménages dans la construction de latrines familiales est aussi recommandé, ainsi que la distribution de kits d'hygiène intime. Un plaidoyer aussi est enfin nécessaire auprès des concessionnaires afin de garantir que les habitants puissent creuser des latrines.

6. Santé :

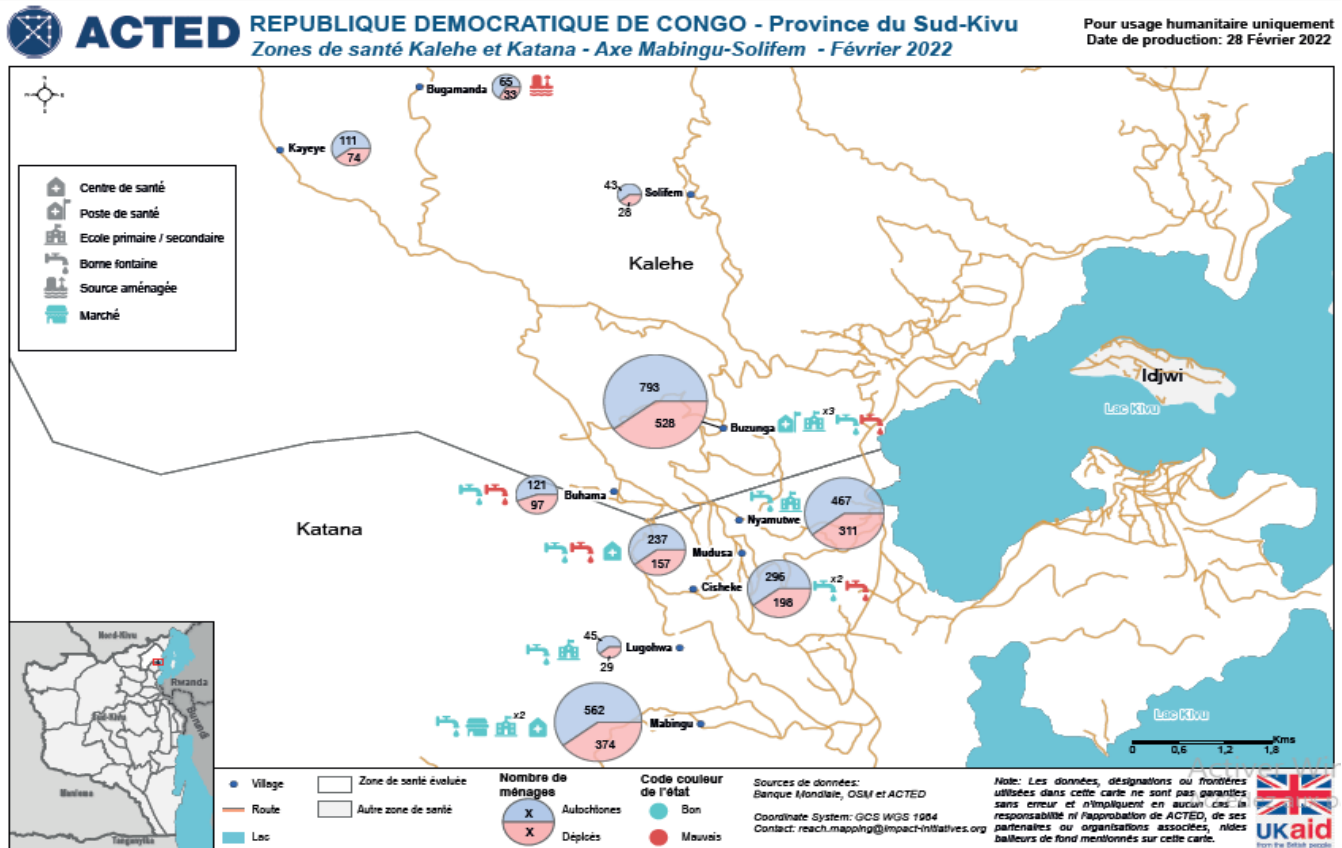
Nous recommandons d'appuyer ces deux centres de santé en médicaments, paiement du personnel et en achat de matériel afin de permettre à la communauté d'accéder aux soins de façon gratuite et d'assurer une prise en charge médicale adéquate sur la zone.

7. Protection :

Renforcer les cadres de concertation et groupes de médiation existants pour encourager une cohabitation pacifique continue dans la zone permettrait de réduire les incidents liés à la protection qui pourrait survenir à l'avenir. Effectuer un plaidoyer auprès des concessionnaires de terre afin de régler les conflits fonciers existants sur la zone.

8. Education :

Nous recommandons une distribution d'espèces ou de matériel scolaire en nature pour encourager la scolarisation des enfants déplacés notamment. Les partenaires actifs dans le domaine de l'éducation pourraient aussi envisager la mise en oeuvre de réhabilitations ou de constructions d'écoles afin de permettre aux élèves de suivre les enseignements dans des conditions adaptées.



Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice domestique de la faim (IDF/HHS) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage."
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)
8. Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

Tableau des mouvements de population

Seules les premières 100 lignes potentielles de données de mouvement de population sont incluses dans le tableau ci-dessous (la source est IC, GDC ou EM, dans cet ordre). Pour plus de détails, le cas échéant, voir l'onglet MdP de l'outil d'analyse ERM.

Localité	Statut	Province	Territoire	Zone de Santé de départ	Date déplacem	Raison	Nombre
Buzunga	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	28/12/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	528
Buhamu	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	28/12/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	97
Nyamutwe	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	12/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	311
Mudusa	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	31/12/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	157
Mabingu	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	12/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	374
Bogamanda	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	12/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	33
Lugohwa	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	12/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	29
Cisheke	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	12/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	198
Kayeye	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	11/11/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	74
Solifem	Déplacé interne	Sud-Kivu	Kalehe	Kalehe	28/12/2021	Déplacement préventif (peur/menace)	28

